

2009



## ***RAPPORT FINANCIER***

*Ce document présente les principaux éléments financiers de l'exercice comptable 2009.*

# Rapport financier d'AMAP-IdF

## 1) Un exercice bénéficiaire, mais à la dernière minute

L'exercice budgétaire qui s'annonçait à nouveau fortement déficitaire se solde finalement par un bénéfice confortable qui va nous permettre de commencer à constituer des fonds associatifs plus que nécessaires (voir pages centrales).



La situation a en fait été critique dès l'été, nous forçant à étaler ou décaler le paiement d'un certain nombre de charges (loyer et URSSAF pour l'essentiel), mais aussi à repousser la réalisation d'un certain nombre d'actions. C'est ainsi par exemple que le chantier de rénovation du site Internet a été reporté à 2010.

Aucun miracle en tout cas derrière ce constat finalement positif : c'est en partie grâce à l'effort des groupes de consommateurs ayant répondu à notre appel à l'aide que nous devons ce beau résultat. Mais aussi, et surtout, à la reconnaissance de l'action menée par le Réseau dans le

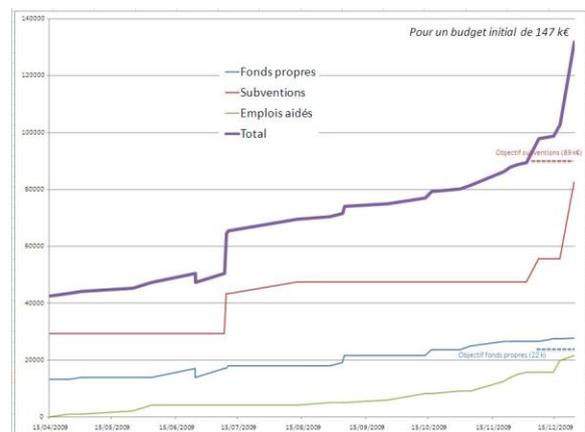
domaine de l'installation, ce qui a permis d'obtenir in extremis une subvention de la part de la DRIAAF<sup>1</sup> et s'appliquant à l'exercice 2009.

Cette subvention est venue s'ajouter aux contributions régionales et départementales liées à l'action commune menée au sein du Pôle ABIOSOL.

Il convient de noter à ce propos que les efforts déployés pour obtenir les subventions en question ont été très conséquents et marqués par une incertitude constante, et que leur versement est arrivé très tardivement.

Les efforts consentis ont toutefois permis de diversifier fortement l'origine des fonds dont nous disposons et confirmé la nécessité d'une capacité d'autofinancement la plus conséquente possible.

C'est pourquoi il a été décidé d'augmenter le montant des cotisations en 2010. Mais la piste envisagée consistant à élargir la base des adhérents à titre de sympathisants, est pour l'instant abandonnée car la reconnaissance d'intérêt général - qui aurait permis de rendre les cotisations déductibles des impôts sur le revenu - nous a été refusée.



Engagement financier au cours de l'année, en fonction de l'origine de la ressource

<sup>1</sup> Direction Régionale et Interdépartementale de l'Alimentation, de l'Agriculture et des Forêts

Une autre piste déjà identifiée lors de l'AG de 2009, consisterait à réaliser des études au profit des collectivités locales souhaitant installer des paysans sur leur territoire. Celles-ci sont d'ores et déjà nombreuses à nous contacter pour effectuer ce type de mission.

Cette possibilité fait d'ailleurs écho aux réponses au questionnaire de la Journée d'Automne, réponses qui indiquaient comme prioritaire cet accompagnement des collectivités par le Réseau.

## 2) Constituer des fonds associatifs pour couvrir les besoins en fonds de roulement

Les difficultés rencontrées en 2009 ont été de deux natures : un budget difficile à équilibrer, et une trésorerie insuffisante pour couvrir le besoin en fonds de roulement (ou BFR, nécessaire au vu des délais de versement des subventions).

Mais les outils mis en place (notamment le plan de trésorerie) et les accompagnements successifs permettent à présent d'anticiper les difficultés et de définir des plans d'actions pour y faire face. Et d'envisager des dispositifs pour s'en sortir à terme ...

La réflexion sur les questions de trésorerie (consolidation du « haut de bilan ») a débouché sur un plan d'actions visant à constituer des fonds associatifs permettant de couvrir le besoin en fonds de roulement (BFR).

C'est pourquoi nous avons sollicité l'aide de Grances, filiale territoriale de France Active, organisme qui finance et accompagne les entreprises solidaires.

Nous avons commencé à travailler avec eux pour la mise en place d'un contrat d'apport associatif à taux 0 sur 12 mois, destiné à financer le BFR en amorçage de soutiens pressentis de la part des Conseils Généraux 77 et 91 et du Conseil Régional.



Le Contrat d'amorçage associatif a pour objectif de proposer aux petites associations en création ou en phase de premier développement, une première marche vers la structuration financière afin de pérenniser une activité d'utilité sociale créant ou pérennisant des emplois.

L'élaboration de ce contrat ayant mis du temps, il a été nécessaire d'anticiper et des fonds associatifs avec droits de reprise ont été mis à disposition du Réseau par une personne individuelle, pour un montant de 5 000 €, évitant ainsi une désagréable période de découvert.

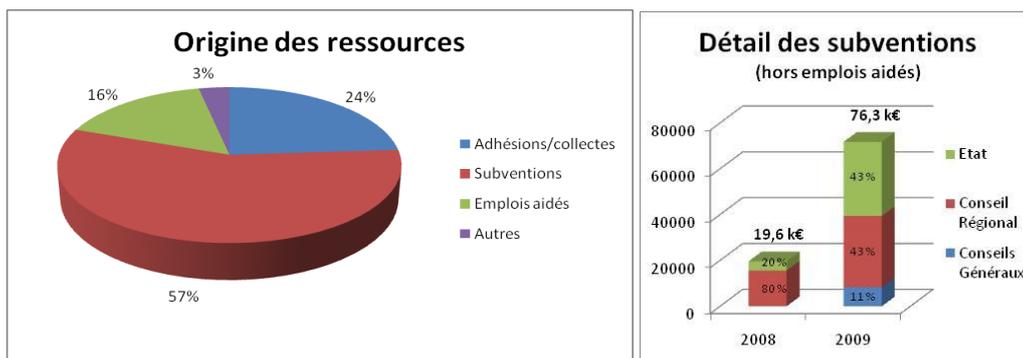
Cette démarche permet d'envisager la constitution d'une réserve à l'aide de l'épargne des AMAPIens franciliens ou des réserves de trésorerie des groupes de consom'acteurs.

Cependant, l'objectif est - à terme - de dégager une marge bénéficiaire suffisante pour constituer des fonds associatifs permettant de couvrir environ 6 mois de BFR.

Dans le courant de l'année 2010, Garances nous aidera d'ailleurs à définir ce montant de BFR.

## 3) Diversification des ressources

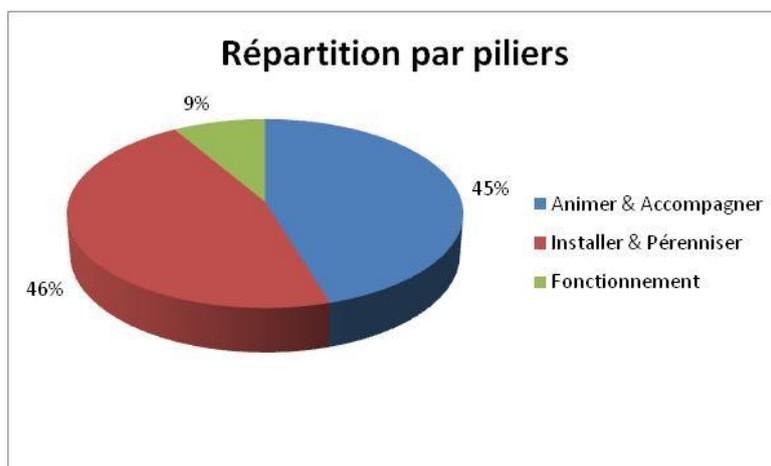
L'année est marquée par une forte augmentation du montant des subventions, mais aussi par une diversification de leur origine. A noter également une diversification avec quelques financements privés (Fondation de France).



#### 4) Compte de résultat et bilan

##### • Compte de résultat

	<b>Réalisé</b>
<b>PRODUITS</b>	
<i>cotisations</i>	27 363
- Groupes de consom'acteurs	25 193
- Paysans	1 290
- Sympathisants et partenaires	880
<i>autres recettes propres (ventes, prestations de service)</i>	4 244
- Etude GAB	2 055
- Fête des AMAP (collecte)	2 066
- Autres	123
<i>subventions Conseil régional</i>	31 141
- ARDD	9 196
- FRDVA	13 140
- Plateforme (ESS)	8 805
<i>subventions Etat</i>	45 136
- ASP (ET)	11 167
- ASP (CAE)	1 570
- MAP (réserve parlementaire)	4 000
- MAP (travaux RRF)	1 500
- DRIAAF	26 900
<i>subventions autres collectivités territoriales</i>	16 657
- CG93 (ET)	8 407
- CG91	4 000
- CG77	4 250
<i>autres produits</i>	4 400
- Fondation de France	4 000
- La Nef	400
<b>Total produits d'exploitation (I)</b>	<b>128 941</b>
<b>CHARGES</b>	
<i>achats et charges externes</i>	31 985
- achats et fournitures	1 314
- achats d'études et sous-traitance	215
- loyers, crédit bail et charges locatives	9 092
- communication, publicité, publications	1 005
- honoraires	790
- frais de mission, de réception	3 092
- affranchissements et télécommunications	1 888
- autres achats et charges externes	14 589
<i>traitements, salaires</i>	47 621
<i>charges sociales</i>	38 713
<b>Total charges d'exploitation (II)</b>	<b>118 320</b>
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)</b>	<b>10 621</b>



• **Bilan**

<b>Actif</b>	<b>Passif</b>
<b><u>Actif immobilisé</u></b>	
<i>Immobilisation corporelle</i>	<i>Fonds associatifs</i> 5 562,93
<i>Valeur brute</i> 472,93	<i>Report à nouveau</i> 20 788,90
<i>Amortissement</i> 236,47	<i>Résultat de l'exercice</i> 10 621,00
<i>Immobilisations financières</i>	
<i>Participations La Nef</i> 90,00	
<i>Parts SCI Terres Fertiles</i> 6 000,00	
<b><u>Actif circulant</u></b>	
<i>Créances</i>	<i>Dettes fournisseurs</i>
<i>Subventions Conseil Régional</i> 6 901,00	<i>Charges sociales</i> 10 442,00
<i>Subventions Conseils Généraux</i> 8 250,00	<i>Loyers 2ème, 3ème et 4ème trimestre</i> 4 624,66
<i>Subvention DRIAAF</i> 26 900,00	<i>Champs des Possibles</i> 14 185,00
<i>Autres créances</i> 1 990,00	<i>Autres</i> 498,01
<i>Disponibilités</i> 15 882,10	
<b>TOTAL</b> <b>66 722,50 €</b>	<b>TOTAL</b> <b>66 722,50 €</b>